

La France en guerre ?

Nous sommes officiellement en paix. Personne ne menace nos frontières. Nous sommes même, paraît-il, une nation pacifique.

Comment se fait-il alors que nous soyons les troisièmes marchands d'armes du monde après les Etats-Unis et l'U. R. S. S. ?

Comment se fait-il que nous soyons même les premiers marchands d'armes du monde, compte tenu du chiffre de notre population ? Et qu'alors que chaque Russe exporte pour 100 francs d'armes par an et chaque Américain pour 200 francs, chaque Français (enfants compris !) vende chaque année pour 400 francs d'armes à l'étranger ?

Comment se fait-il que, nous qui sommes en paix, nous ayons participé, depuis seulement *dix ans* et par armes interposées à au moins *vingt guerres* ? Depuis 1967 en effet, les armes françaises ont tué :

au Vietnam (jusqu'en 1975)
au Tchad (de 1968 à 1978)
en Egypte, en Jordanie, en Syrie (1967, 1973, sans compter les accrochages constants)
au Biafra (1969)
au Bangladesh (1971)
à Ceylan (1971)
au Burundi (1972)
en Irak (1974-1975)

en Angola, au Mozambique et en Guinée portugaise (jusqu'en 1974)
à Chypre (1974)
au Dhofar (1974-1975)
en Ethiopie (1975)
en Angola de nouveau (1975-1976)
au Liban (1976-1977)
à Timor (1975-1976)
au Sahara occidental (1976-1978)
au Zaïre (1977-1978)

Comment se fait-il que nous ayons parmi nos meilleurs clients les pires dictatures de la planète ? Argentine, Brésil, Chili, Afrique du Sud, Iran, Indonésie — après l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar et la Grèce des colonels ?

Or, de tout cela, nous sommes tous responsables. Ce sont les gouvernements élus par les Français qui ont mis en place l'industrie d'armements actuelle. C'est avec le travail de 280 000 Français directement et plusieurs millions indirectement que sont produites les armes françaises. C'est avec les contributions directes et indirectes de tous les Français que sont financées la recherche et la production des armes. C'est avec le bénéfice des ventes d'engins de mort que nous avons choisi d'équilibrer notre commerce extérieur.

Quant à l'argument qui consiste à dire : si ce n'est pas nous qui en vendons, d'autres en vendront à notre place, faut-il rappeler que c'est ainsi que raisonnaient les marchands d'esclaves ?

Mais ne croyons pas nous en tirer à bon compte.

Le meilleur moyen de récolter la guerre, c'est de semer des fusils. Nous semons des fusils (et des canons, et des missiles et des bombardiers et des blindés), nous aurons la guerre.

De plus, quand un pays a laissé prendre une telle importance à la production et aux exportations d'armements, c'est toute son économie, toute sa politique, toute sa recherche scientifique et technique qui se trouvent progressivement militarisées. Or, un pays militarisé peut-il rester longtemps une démocratie ?

Déjà, les partis de gauche ont renoncé à leur refus de l'arme nucléaire, pourtant inscrit dans le Programme commun. Ils ont été les premiers, en novembre 1976, à réclamer l'augmentation du budget militaire (qui leur a été bien vite

accordée !) alors que le Programme commun réclamait la réduction de ce même budget.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, ce n'est donc pas d'en haut que viendra le changement.

Contre les ventes d'armes et la course aux armements, il n'y a de lutte possible que par une prise de conscience, par le plus grand nombre de Français possible, de leurs responsabilités.

Or, cette prise de conscience ne peut se faire sans une information sérieuse. Et l'information sur ce sujet (comme sur bien d'autres), ce n'est pas de la télé qu'on peut l'attendre : un "Dossier de l'Ecran" sur les ventes d'armes a été trois fois reporté, d'octobre 1977 à mars 1978, puis annulé. Les Français ne sont pas assez grands pour qu'on discute devant eux de ces problèmes.

Un livre vient de sortir. Il a été réalisé par un groupe de Toulonnais qui travaille depuis près de dix ans sur les problèmes de la course aux armements et des ventes d'armes.

Vous trouverez dans

Les trafics d'armes de la France*

L'engrenage de la militarisation

un tableau aussi complet que le permet le secret militaire de la production et des ventes d'armes françaises, une analyse des mécanismes de la course mondiale aux armements et de ses retombées, plus nombreuses qu'on ne croit, sur la population. Vous y trouverez aussi une analyse de l'attitude des syndicats et des Eglises et de multiples propositions d'actions, dont la plupart sont à la portée de tous.

Car il est faux de dire que, contre la course aux armements, il n'y a rien à faire ou que seuls les gouvernements peuvent agir. N'ayons aucune illusion : les gouvernements ne feront rien de sérieux pour ralentir cette course. C'est à nous d'agir. Et nous le pouvons.

Vous pouvez vous procurer cette étude en envoyant le bulletin ci-dessous au C. L. I. C. A. N. **, B.P. 624 83053 Toulon Cedex.

Nom, prénom :

Adresse :
.....
.....

Veuillez me faire parvenir *Les trafics d'armes de la France*

Ci-joint : 23 francs (port compris)

- par chèque postal (C. C. P. 2902-67 Marseille)
- par chèque bancaire
- en timbres.

* Librairie François Maspero, 1977.

Edition entièrement refondue, mise à jour et augmentée de *La France trafiquant d'armes*, Maspero, 1974.

** Centre local d'information et de coordination pour l'action non violente

imp. s.p.e. a. e.

1978-